

**Hôpitaux Broca La Collégiale • Cochin
Corentin Celton • HEGP • Hôtel-Dieu
Necker-Enfants malades • Vaugirard**

DIRECTION DES TRAVAUX ET DE LA MAINTENANCE TECHNIQUE

**Marché de maintenance des ascenseurs, montes-malades
et monte-charges des sites Cochin-Port-Royal, Hôtel-Dieu,
Broca-la Collégiale**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

Procédure en Appel d'Offres Ouvert

Janvier 2025

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comprend 21 pages et 1 Annexe

Consultation n° 25-EM035CUP

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. FORME DU MARCHÉ	4
2. DURÉE DU MARCHÉ	4
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
3.1. Pièces particulières	4
3.2. Pièces générales	4
4. MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ	5
4.1 Caractère et contenu des prix	5
4.1.1. Forfait.....	5
4.1.2. Hors forfait	6
4.2 Forme des prix	7
4.2.1 Nature des prix	7
4.2.2 Modalités	7
4.2.3 Clause butoir	8
5. CLAUDE DE REEXAMEN - MODIFICATION DU MARCHÉ	8
6. MODALITÉS DE DELIVRANCE DES BONS DE COMMANDE.....	9
7. PRINCIPE DE FACTURATION	10
8. FACTURATION	10
8.1 Utilisation du Portail CHORUS PRO	10
8.2 Facturation du forfait	11
8.3 Facturation hors forfait	11
9. PAIEMENT	11
10. PRISE EN CHARGE DU MATERIEL.....	11
10.1. Prise en charge du matériel	11
10.2. Remise du matériel en fin de marché	12
11 ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	12
Obligations générales	12
12 PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES FOURNITURES ET ORGANES	13
12.1 Fournitures	13
12.1.1 Matières consommables	13
12.1.2 Récupérations.....	13
12.2 Sujétions pour manutention et démontage d'organes	14
13 CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION DES LOCAUX, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE	14
13.1 Documentation	14
13.1.1 Propriété et mise à jour	14
13.1.2 Support de la documentation	14
13.1.3 Inventaires.....	14
13.1.4 Documentation particulière	14
14 CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS	15

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	2 / 20

14.1 Généralités.....	15
14.2 Opérations de vérification.....	15
14.2.1 Vérification.....	15
14.2.2 Vérification des résultats.....	16
14.2.3 Décision après la vérification.....	16
14.2.4 Admission.....	16
14.3 Garantie du matériel fourni par le titulaire	17
15. RESPONSABILITES DU TITULAIRE.	17
15.1. Responsabilité et locaux.....	17
15.2. Responsabilité et personnel	17
16. ASSURANCES	18
16.1 Dispositions générales	18
16.2 Responsabilité civile générale	18
17. CONFORMITE AUX NORMES INTERNATIONALES ET A LA REGLEMENTATION	18
18. NANTISSEMENT	18
19. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE	18
20. PENALITES	19
21. LITIGES.....	19
22. RESILIATION	19
22.1 CAUSES majeures	19
22.2 Résiliation du marché par le GH APHP CENTRE UNIVERSITE PARIS CITÉ sans faute du titulaire.....	20
22.3 Résiliation du marché à la demande du titulaire	20
23. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	20

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	3 / 20

1. OBJET DU MARCHÉ

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et curative des ascenseurs, monte-malades et monte-charges pour les sites Cochin-Port-Royal, Hôtel-Dieu, Broca-la Collégiale, établissement du GHU APHP Centre – Université Paris Cité de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris.

Leurs spécifications techniques et la liste du matériel composant les installations sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

1.2. FORME DU MARCHÉ

Le marché est un marché de prestations de service, dites « entretien complet » à montant forfaitaire complété d'une part à bons de commande c'est-à-dire, fractionné sous la forme d'un accord cadre à bons de commande passé en application des articles R. 2123-(1 à 7) et R. 2162-(1 à 14) du code de la commande publique en vigueur et conclu avec seulement un montant maximum.

Le montant maximum du marché est fixé en prenant en compte le montant des prestations forfaitaires sur la durée maximum du marché soit quatre (4) ans, augmenté des prestations non comprises dans le forfait sur cette même durée maximum de quatre (4) ans.

2. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une **durée ferme de deux ans (2)** reconductible 2 fois 1 an à compter de la date de notification du marché par tacite reconduction.

En cas de non reconduction, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur informe le titulaire de sa décision par lettre recommandée-accusé de réception, au moins 3 mois avant la date d'échéance de la période concernée.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1. PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces particulières du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe : la déclaration de sous-traitance
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « liste des pénalités »
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et son annexe,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et annexe.
- Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU),
- La note technique remise par le titulaire à l'appui de son offre, complétée le cas échéant des réponses aux questions posées en cours d'analyse des offres.

3.2. PIÈCES GÉNÉRALES

Les pièces générales du marché sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (FCS), en vigueur à la date de publication de l'Avis d'Annonce Publique à la Concurrence

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	4 / 20

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux Marchés Publics de travaux,
- La réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie dans les Etablissements recevant du public (ERP),
- La réglementation en vigueur relative aux essais et contrôles obligatoires (arrêté du 25 juin 1980 modifié et ses annexes),
- Le règlement intérieur applicable au sein du groupe hospitalier, notamment pour ce qui concerne les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité ainsi qu'aux règles générales et permanentes relatives à la discipline,
- Les normes AFNOR relatives à la maintenance, et notamment :
 - La norme EN 13306 « maintenance - terminologie », norme française homologuée par décision du directeur général d'AFNOR le 20 mai 2001 pour prendre effet le 20 juin 2001 (indice de classement : X 60-319),
 - La norme FD X 60-000 « maintenance industrielle – fonction maintenance », publiée par AFNOR en mai 2002 (indice de classement : X 60-000).
- La Loi N° 74-908 du 29 octobre 1974 publiée au Journal Officiel du 31 octobre 1974, modifiée par la loi N° 77-804 du 19/7/77 (J.O. du 20/7/77) et la loi N° 80-531 du 15/7/80 (J.O. du 16/7/80), modifiée
- Le Décret N° 81-436 du 4 mai 1981, publié au Journal Officiel du 7 mai 1981, et relatif aux contrats d'exploitation des installations de chauffage ou de climatisation avec garantie totale ou se référant à cette exploitation, modifié ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent document.

4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX

4.1.1. Forfait

Les prestations comprises dans le forfait, décrites dans le C.C.T.P, sont couvertes par un forfait annuel selon les conditions figurant dans la décomposition du Prix Global et Forfaitaire et liées à la mise en place des moyens sur le site concerné par ce marché et faisant partie du GH APHP Centre Université Paris Cité, pour le respect des obligations définies au présent marché.

Le prix forfaitaire comprend l'ensemble des prestations annuelles effectuées en intervention de jour ou de nuit, durant les jours ouvrables ou non, décrites dans le marché et liées à la mise en place des moyens sur le site concerné par le marché pour le respect des obligations définies au présent marché.

Le prix ainsi défini inclut les communications téléphoniques, les frais de déplacement des personnels et le transport des pièces, outillage, équipements et appareillages nécessaires à l'exécution des prestations.

Il comprend également :

- la mise en conformité des installations en ce qui concerne les réserves émises affectant les prestations dues normalement par le titulaire,
- l'information du personnel du groupe hospitalier (ou de toute autre personne mandatée par celui-ci) assurant le contrôle et la sécurité des biens et des personnes,
- l'outillage individuel et consommable, les matières et fournitures, les consommables, les machines, engins, véhicules,
- les interventions consécutives à la détérioration d'une pièce ou d'un matériel, autre que celui incriminé, suite à une mauvaise manipulation du titulaire, y compris le coût de la pièce ou du matériel de remplacement.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	5 / 20

L'électricité et l'eau nécessaire seront mises gratuitement à disposition du titulaire, sous réserve de la capacité des réseaux existants.

Le forfait exclut :

- l'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement dans le cadre de la réalisation des prestations du marché, tels que branchement de force, de lumière et de mise à la terre, compteur, combinés ou disjoncteurs, éclairage des abords, entourages et protection, maçonnerie, peinture même consécutive à des travaux de réparation, non provoqués par le titulaire du marché.
- les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal,
- les interventions dues à une catastrophe naturelle ou à l'exécution de travaux réalisés pour le compte du GH APHP Centre Université Paris Cité, par des entreprises autres que le titulaire ou ses sous-traitants éventuels pendant la durée de garantie du matériel ou des équipements.
Le titulaire devra néanmoins veiller à ce que ces travaux ne causent aucune dégradation aux appareils et/ou équipements et installations dont il a la charge.
- les prestations qui résulteraient de modifications.
- les frais d'experts ou d'organisme de contrôle agréé, sauf dispositions contraires dans le CCTP. Toutefois, le titulaire mettra à disposition la main-d'œuvre, l'outillage nécessaire et préparera éventuellement les appareils en vue des opérations périodiques réglementaires effectuées par des organismes agréés (il est tenu d'assister aux opérations).

4.1.2. Hors forfait

Les sites Cochin-Port-Royal, Hôtel-Dieu, Broca-la Collégiale relevant du GH APHP Centre Université Paris Cité pourra confier au titulaire dans le cadre du présent marché, des prestations non comprises dans le prix forfaitaire fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement

En tout état de cause, le montant des prestations hors forfait ne pourra dépasser 700.000,00 € HT sur la durée du marché (4 ans).

Les prestations hors forfait sont réglées comme suit :

- a) Pour la main d'œuvre et les fournitures au BPU :
 - Par application des prix unitaires dont le libellé figure au bordereau des prix unitaires (BPU)
- b) Pour les fournitures hors BPU :
 - Les fournitures hors bordereau seront réglées selon déboursés réels justifiés, remises déduites, affectées d'un coefficient de majoration de 1,20 : le titulaire du marché est tenu de produire avec sa facture, la ou les factures fournisseurs relatives aux fournitures Hors BPU)
 - Les fournitures fabriquées ou fournies par le titulaire via son stock doivent être mentionnées clairement sur le devis détaillé, sans application de coefficient, qui sera accepté par le Maître d'ouvrage (mention « vu et accepté »)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	6 / 20

c) Pour la sous-traitance :

Aucun coefficient de majoration ne sera appliqué aux prestations sous traitées, et le titulaire est tenu de fournir avec sa demande de paiement, la facture de son sous-traitant.

La date de présentation tardive d'un devis détaillé, constatée à compter de la date de la demande du prix de la fourniture par le directeur technique ou de son représentant habilité pourra donner lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies au présent document.

Si le coût total estimé d'une intervention hors forfait s'avère supérieur à un pour cent (1%) du forfait annuel de rémunération, le GH APHP Centre Université Paris Cité peut renoncer dans le cadre du présent marché à confier ladite intervention au titulaire.

4.2 FORME DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (M0) fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix ne figurant pas au Bordereau des Prix Unitaires et faisant l'objet d'un devis sont fermes.

4.2.1 Nature des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La première année du marché les prix sont réputés fermes.

Pour les périodes suivantes les prix seront révisés dans les conditions précisées ci-après.

4.2.2 Modalités

La révision est effectuée à l'initiative de l'AP-HP.

Les prix seront révisables à chaque échéance annuelle, par application de la formule de révision de prix ci-après, sous réserve de la réglementation des prix en vigueur.

Après acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, ou son représentant, l'application des nouveaux prix fait l'objet d'une lettre d'accord sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En cas de suppression d'un indice, le nouvel indice proposé en substitution par l'INSEE s'applique automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Formule utilisée

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \times \left(\frac{ICHT-IME_1}{ICHT-IME_0} \right) + 0,30 \times \left(\frac{FSD1}{FSD1_0} \right)]$$

et dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA

P0 = prix initial du marché hors TVA

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	7 / 20

ICHT-IME₀ = indice mensuel du coût de la main d'œuvre des industries mécaniques et électriques du mois M0 figurant dans l'AE

ICHT-IME = dernier indice publié connu du coût de la main d'œuvre des industries mécaniques et électriques à la date anniversaire du marché.

FSD₀ = indice mensuel de frais et services divers du mois M0 figurant dans l'AE

FSD1 = dernier indice publié de frais et services divers à la date anniversaire du marché.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale. La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

Le Titulaire devra inclure pour chaque facture un chapitre "déduction des pénalités de la période écoulée".

4.2.3 Clause butoir

En cas de demande de révision, s'il apparaît que le taux de révision est supérieur à 8%,

Le GHU AP-HP Centre Université Paris Cité se réserve la possibilité de rejeter la demande de révision et d'appliquer un taux plafond de 8%.

5. CLAUDE DE REEXAMEN - MODIFICATION DU MARCHE

CLAUDE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants:

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- Si, pendant le délai contractuel le coût des prestations présente une variation de plus ou moins 8 % durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché selon l'article 24 du C.C.A.G.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformeraient les conditions techniques ou financières de la maintenance.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	8 / 20

La modification sera alors formalisée par voie d'avenant. Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

MODIFICATION DU MARCHE

Compte tenu de la notion de globalité du présent marché, il ne sera pas apporté par un avenant au marché, de modification du montant du forfait à la hausse ou à la baisse en cas d'évolution de la consistance du parc d'équipements, tant en nombre (ajout ou suppression d'équipements) qu'en nature (modification des équipements) et ce annuellement, dans la limite de 3% du montant du forfait HT initialement fixé dans l'acte d'engagement.

Le directeur technique ou son représentant habilité du GH APHP Centre Université Paris Cité, notifie au titulaire toutes les modifications intervenant en cours de réalisation par ordre de service. La décomposition du prix global et forfaitaire, remise par le titulaire à l'appui de son offre, peut servir à déterminer le montant des plus ou des moins-values en fonction des modifications intervenues dans la consistance du parc.

Dans l'éventualité d'une fermeture partielle, voire totale d'un bâtiment ou d'un service durant l'exécution du marché, le GH APHP Centre Université Paris Cité se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

Le montant annuel forfaitaire sera alors diminué en conséquence sur la base des prix définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ce nouveau montant fera l'objet d'un avenant.

Dans le cas inverse, l'ouverture avec installation d'un nouvel équipement, avec le cas échéant une incidence à la hausse sur le montant du forfait annuel pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant.

MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

Le montant cumulé, du marché initial et du ou des marchés de prestations similaires ne pourra dépasser le seuil d'éligibilité à l'avis de la Commission des Contrats Publics de l'AP-HP.

La durée pendant laquelle les nouveaux peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

6. MODALITES DE DELIVRANCE DES BONS DE COMMANDE

Chaque commande fera l'objet d'une demande de devis adressée par le groupe hospitalier au titulaire du marché. Le devis devra être établi dans un délai inférieur à cinq (5) jours ouvrés du constat du dysfonctionnement de l'installation.

Sur la base du devis éventuellement rectifié, le groupe hospitalier délivrera au titulaire un ordre de service valant bon de commande.

Chaque bon de commande ou ordre de service valant bon de commande indiquera au minimum :

- Le numéro d'ordre,
- La référence du présent marché,

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	9 / 20

- L'emplacement des interventions,
- La date de l'intervention et sa durée,
- Le montant hors taxe et toutes taxes comprises,

Le bon de commande ou l'ordre de service signé par le directeur technique sera notifié au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours francs pour émettre des observations sur le bon de commande ou l'ordre de service valant bon de commande. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté toutes les clauses.

Le délai d'intervention du titulaire pour remise en état des installations ne devra pas excéder une semaine au maximum à réception du bon de commande.

L'ensemble des prestations font l'objet de bons de commande. La durée d'exécution des bons de commandes hors forfait et forfaitaire ne pourra dépasser 6 mois après la date d'expiration du marché.

7. PRINCIPE DE FACTURATION

La facturation se fera intervention par intervention après établissement d'un ordre de service valant bon de commande pour une intervention préventive ou curative programmée et à un attachement pour les interventions curatives urgentes.

Les prix unitaires, les taux horaires et le montant du déplacement seront ceux fixés dans le Bordereau de Prix Unitaires figurant dans l'acte d'engagement.

8. FACTURATION

8.1 UTILISATION DU PORTAIL CHORUS PRO

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail CHORUS-PRO est obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques.

La facture originale (entretien et maintenance) sera déposée sur le portail Chorus-Pro, via le module « factures émises » et le cadre de facturation A1 « Dépôt par un fournisseur d'une facture » en détaillant :

- **Le numéro du bon de commande à 10 chiffres commençant par 450 information OBLIGATOIRE**
- Le numéro de marché,
- La référence du devis, le cas échéant,
- La désignation des prestations et le site concerné,
- La date de l'intervention et sa durée, le cas échéant
- Le montant forfaitaire des prestations,
- La liquidation de l'éventuelle révision de prix applicable selon les clauses des CCAP des marchés, **avec les index utilisés,**
- Le montant des prestations Hors bordereau le cas échéant.

Les factures ne détaillant pas ces éléments, ou dont la liquidation serait déclarée erronée suite aux contrôles effectués par l'AP-HP et ses économistes, seront rejetées afin de permettre d'établir une refacturation en cohérence avec le règlement attendu. Ces refacturations devront porter une **nouvelle référence**, la règlementation comptable ne permettant pas de modifier une pièce déjà transmise, et mentionner la facture rejetée.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	10 / 20

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 16 du présent document.

8.2 FACTURATION DU FORFAIT

Le règlement des prestations forfaitaires est effectué **à terme échu trimestriellement**, après vérification et approbation par le directeur technique ou son représentant habilité. Chaque règlement. Trimestriel correspond au 1/4 du montant annuel.

8.3 FACTURATION HORS FORFAIT

Le règlement des **prestations hors forfait du marché** intervient après exécution de prestations commandées par le directeur technique ou son représentant habilité, et remise de la facture correspondante.

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 20 du présent document.

9. PAIEMENT

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

L'exécution du marché sera financée par le budget du GH APHP Centre Université Paris Cité.

Suivant l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10. PRISE EN CHARGE DU MATERIEL

10.1. PRISE EN CHARGE DU MATÉRIEL

Le titulaire déclare qu'avant le démarrage des prestations, il prend toutes les mesures utiles pour être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance et de l'état des pièces, matériels ou équipements dont il assure la maintenance, ainsi que des contraintes de fonctionnement.

A ce titre, aucune réclamation ou demande d'indemnité ne sera prise en compte.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	11 / 20

La mise en conformité des pièces, matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du GH APHP Centre Université Paris Cité qui s'engage à examiner les recommandations émises par le titulaire.

Le titulaire doit une obligation de conseil pour tout ce qui concerne l'utilisation des équipements, matériels, installations et les améliorations à y apporter. Il est tenu, seul, et engage sa responsabilité de signaler toutes non conformités à la réglementation en vigueur. Il avertit le directeur technique et des travaux ou son représentant, de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent. Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du présent marché, les matériels, équipements et installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des pièces, matériels ou équipements est établi au début du marché.

10.2. REMISE DU MATÉRIEL EN FIN DE MARCHÉ

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations, les pièces, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation visée au paragraphe 8.1 du présent document.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations, des pièces, des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché et avant le démarrage des prestations du nouveau marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et/ou de tout expert désigné par le GH APHP Centre Université Paris Cité.

Le titulaire doit accepter pendant le dernier mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire.

Le titulaire s'oblige notamment de communiquer tous les dessins, programmes informatiques, documents et instructions reçus du Directeur Technique des sites concernés et/ou son représentant ou exécutés par le titulaire dans le cadre du marché

11 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire doit avoir une parfaite connaissance des matériels et techniques des marques qui constituent le parc, objet du marché.

Il est insisté sur la variété du parc (âge, technologie, trafic, utilisation, conformité aux normes).

Ce marché devant être exécuté sur un site hospitalier, le titulaire devra respecter des contraintes propres à ce type de milieu, en particulier :

- Éviter les bruits
- Limiter les poussières.
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats.
- Etre à même de répondre à l'urgence 24H/24 dans les délais les plus courts impartis.

Le titulaire a par ailleurs l'obligation de prendre toute précaution concernant l'hygiène et la non propagation des maladies nosocomiales en se conformant aux procédures en place lors de contrôles en milieu protégé ou sensible (zones à empoussièrisme contrôlé et tout secteur en présence de patients).

Cette spécificité du service hospitalier ne sera pas rappelée tout au long du présent document, il devra cependant toujours en être tenu compte par le titulaire. Les solutions proposées et moyens mis en œuvre et les tarifs appliqués devront y satisfaire.

Le titulaire s'engage :

- à respecter le montant maximum déterminé au marché. Il s'engage à une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour les marchés avec montant, lorsque ce cumul atteindra un seuil d'engagement à hauteur de 70% du montant maximum du marché, le titulaire en informera sans délai la

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	12 / 20

Direction des Travaux et de la maintenance technique du Groupe APHP Centre Université Paris Cité en lui communiquant toute information utile. A défaut du respect de cette disposition, tout dépassement constaté du montant maximum du marché pourra donner lieu à la transmission du dossier à la Direction des Affaires Juridiques de l'AP-HP pour instruction contentieuse.

- à fournir au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché, un état des interventions arrêtée au 31 décembre de l'année n-1, effectuées dans le cadre de la maintenance préventive et curative pour chacun des engins constituant le parc des sites du GH APHP Centre Université Paris Cité concernés par ce marché, ainsi que les interventions effectuées dans le cas d'accident et malveillance, ainsi que les pièces détachées utilisées.
- à veiller à ce que les produits /prestations commandés soient bien référencés dans l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- à informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quel qu'en soit la raison, compte tenu de la nature du (des) produit(s) figurant au marché, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai la Direction des Travaux et de Maintenance Technique du GH APHP Centre Université Paris Cité.

12 PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES FOURNITURES ET ORGANES

12.1 FOURNITURES

12.1.1 Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Le titulaire veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article.

12.1.2 Récupérations

Le titulaire peut proposer au représentant du pouvoir adjudicateur habilité, ou ce dernier demander au titulaire, la réparation des installations, des pièces, des matériels ou équipements défectueux au lieu et place de leur remplacement.

Sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur habilité, les installations, les pièces, les matériels ou équipements non réutilisables déchets et résidus lui sont remis par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire aura la charge d'amener ces éléments à l'endroit qui lui sera désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité (dans l'enceinte du bâtiment). Si le représentant du pouvoir adjudicateur des sites concernés ne souhaite pas procéder à cette récupération, l'entreprise aura à sa charge l'évacuation de ces éléments hors de l'établissement, et leur mise en décharge, retraitement ou destruction selon la réglementation sur l'environnement en vigueur.

Le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur habilité un bordereau de suivi des déchets précisant le nom du collecteur, du transporteur et de l'éliminateur, ainsi que l'adresse du lieu de traitement et la quantité reçue.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	13 / 20

12.2 SUJÉTIONS POUR MANUTENTION ET DÉMONTAGE D'ORGANES

Le titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organes ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur du groupe hospitalier, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement du groupe hospitalier.

13 CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION DES LOCAUX, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

13.1 DOCUMENTATION

13.1.1 Propriété et mise à jour

La documentation reste la propriété des sites concernés et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements, consécutive à ses interventions. Cette mise à jour respectera le fond et la forme des documents des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) dans leur dernière évolution détenue par les sites concernés. Toute documentation est tenue à disposition du groupe hospitalier qui peut la consulter à tout moment.

Toute modification conséquente, à charge du titulaire, doit être portée à la connaissance du Directeur technique des sites concernés et/ou son représentant. Le titulaire qui n'est pas en mesure de présenter une documentation mise à jour, suite à la demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur habilité dans le délai d'un mois suivant cette demande, encourt une retenue sur le montant de son acompte mensuel.

13.1.2 Support de la documentation

La documentation est conservée par la Direction des Travaux et Maintenance Technique de sites concernés sur un support informatique afin d'en faciliter l'accessibilité et la mise à jour par l'ensemble des intervenants.

Les mises à jour dues par le titulaire s'effectueront soit directement sur l'outil informatique, soit par support informatique compatible avec le groupe hospitalier.

13.1.3 Inventaires

Les annexes 1 et 2 au cahier des clauses techniques particulières décrivent l'inventaire répertorié des installations au moment de la passation du marché avec son titulaire.

A partir de cet inventaire, le titulaire est tenu de mettre en place le plan de maintenance préventive. Le titulaire prend en compte l'évolution du parc des équipements. Il tient à jour la nomenclature des équipements et le plan de maintenance.

13.1.4 Documentation particulière

Documentation technique

La Direction des Travaux et Maintenance Technique des sites concernés tient à la disposition du titulaire sur son système d'archivage, la documentation technique particulière aux installations, équipements, pièces et matériels, dans la limite de ce qu'il possède.

Le titulaire fera son affaire de tout complément qu'il jugera nécessaire à la bonne exécution de ses prestations.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	14 / 20

Documentation historique

La documentation historique comprend tous les renseignements et documents concernant la vie des équipements :

- les modifications, y compris les améliorations de maintenance,
- les ordres de travaux,
- les rapports d'expertise ou d'incident,
- les carnets ou fichiers d'entretien sur lesquels sont consignées les interventions de maintenance (date, nature et désignation du travail, temps passé, durée de l'arrêt dû à l'intervention, le nombre d'unité d'usage ou d'heure de fonctionnement),
- les rapports des réunions périodiques de maintenance,
- les registres journaliers.

Cette documentation est établie, mise en place et tenue par le titulaire.

14 CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

14.1 GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire est tenu de se prêter aux contrôles nécessaires à la vérification de l'exécution correcte de ses prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur des sites concernés peut à tout moment procéder sans préavis à toutes les vérifications utiles et faire contrôler les installations par un organisme technique habilité de son choix sans que ce contrôle dégage en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

En cas de litige, le contrôle est établi contradictoirement.

Les contrôles inopinés pour lesquels il est fait appel à un conseil sont à la charge des sites concernés.

Les contrôles probatoires contradictoires sont à la charge du titulaire si, et seulement si, celui-ci est reconnu responsable des problèmes ayant entraîné ce contrôle contradictoire.

14.2 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

14.2.1 Vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Une décision de la personne responsable du marché désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées,
- l'état des installations et des locaux entretenus,
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance du titulaire,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique (tous documents et plans).

Le titulaire, dans le cadre de son marché de maintenance est tenu d'effectuer des essais de niveaux sonores, programmés en accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur , des équipements et des locaux techniques.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	15 / 20

Les relevés seront consignés sur un document portant la valeur des essais de recette.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire reprendre par le titulaire, l'anomalie constatée avant remise en service.

14.2.2 Vérification des résultats

La vérification de l'obtention des résultats sera assurée selon les deux options suivantes :

Option A :

Les résultats à obtenir sont appréciés par le taux d'indisponibilité des matériels, des installations ou des équipements précisés, le cas échéant, dans le CCTP.

Option B :

Les résultats à obtenir sont appréciés au moyen d'essais et de mesure.

Le directeur technique et des travaux ou son représentant peuvent intervenir dans les ateliers où le titulaire procède à la révision ou la réparation des matériels ou des équipements et faire exécuter tous essais de vérification des performances.

Si les essais sont prévus par le marché, ils sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.2. du C.C.A.G./F.C.S., si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du titulaire, celui-ci en conserve la charge. En revanche, si les résultats d'essais et de mesure sont favorables au titulaire, le groupe hospitalier prendra en charge leur coût.

14.2.3 Décision après la vérification

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque la vérification fait apparaître une défaillance du titulaire, le Directeur technique des sites concernés et / ou son représentant peuvent, suivant le cas et la gravité de la faute :

- demandeur une vérification probatoire avec des mesures complémentaires, celles-ci seront exécutées contradictoirement au titre du contrat.
- refuser la prestation, dans ce cas, le Titulaire devra recommencer.
- demandeur réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.
- se réserver le droit de faire appel à un contrôle technique agréé.
- appliquer des pénalités, définies par l'article 20 du présent C.C.A.P et son annexe 1 du présent document.
- demandeur résiliation du marché, pour faute grave, sans préjudice de l'application des paragraphes précédents.

14.2.4 Admission

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	16 / 20

L'admission des prestations, objet du marché de maintenance, sera prononcée par la personne responsable du marché. Il s'agit d'une constatation du service faite in situ ou au vu des rapports de visite ou compte rendu d'intervention.

14.3 GARANTIE DU MATÉRIEL FOURNI PAR LE TITULAIRE

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti une année à compter de sa mise en service. Le carnet de maintenance mentionnera la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe réparé et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an à compter de l'admission sans réserve, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

15. RESPONSABILITES DU TITULAIRE.

15.1. RESPONSABILITÉ ET LOCAUX

Le titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose que toutes les installations soient, après intervention, en parfait état de fonctionnement et de sécurité et présentent, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

Par ailleurs, si, lors d'une intervention, le titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit, avant de commencer les travaux, en informer le responsable du groupe hospitalier, faute de quoi il en sera tenu pour responsable, avec obligation de remise en état à sa charge.

15.2. RESPONSABILITÉ ET PERSONNEL

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois, règlements et normes en vigueur et ne peut exercer aucun recours contre le groupe hospitalier en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel du GH APHP Centre – Université Paris Cité, pour les usagers et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir les HUPC de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le titulaire doit se soumettre aux sujétions spéciales et aux règlements relatifs à l'exécution des travaux dans l'enceinte du bâtiment type E.R.P. Il doit, en particulier, instruire son personnel et attirer l'attention de ce dernier sur les mesures de sécurité à prendre.

En outre, il ne doit pas omettre, le cas échéant, de saisir l'Inspecteur du Travail, dans les délais prescrits, de tout accident survenu à son personnel, à l'occasion des travaux exécutés pour le compte du GH APHP Centre – Université Paris Cité.

Le titulaire est responsable également :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux.
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux sites concernés par ce marché, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	17 / 20

- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux du groupe hospitalier.

16. ASSURANCES

16.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers aux usagers et aux personnels du groupe hospitalier par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux de maintenance des équipements qu'après intervention.

16.2 RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages pouvant être causés aux personnes, aux biens et aux installations du fait des prestations qu'il assure.

Sont toutefois, exclus de sa responsabilité, les dommages dus :

- à un cas de force majeure,
- à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'aura pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Le titulaire du présent marché couvre par une assurance à son nom :

- les risques encourus du fait de la prestation qui lui est confié (risques incendie, d'explosion, d'inondation et de dégâts des eaux, de gel, de vol tant pour les installations en exploitation que pour celles qui entourent, les bâtiments les contenant, les personnes présentes),
- Les risques de responsabilité civile pour lui et son personnel.

Cette garantie sera illimitée en ce qui concerne les personnes et le titulaire précisera sa valeur en ce qui concerne les biens.

Avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, puis pendant la durée du marché, le titulaire devra produire sur simple demande du groupe hospitalier, une fois par an, en début d'année civile, et à tout moment dans l'hypothèse où la date de validité du contrat d'assurance ne couvrirait pas l'année civile, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus.

17. CONFORMITE AUX NORMES INTERNATIONALES ET A LA REGLEMENTATION

Le titulaire est engagé à signaler au directeur des Travaux et de la Maintenance Technique du GH APHP Centre Université Paris Cité, toute modification intervenant en cours de marché dans son système d'assurance qualité.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions à compter de leur date d'effet.

18. NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article 2232-1 du code de la commande publique

19. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE

Le titulaire sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	18 / 20

Avance :

Le titulaire bénéficie d'une avance fixée à 5% conditionnée par les articles R. 2191-(3 à 19) du Code de la Commande Publique et est calculée selon l'option B de l'article 11 du CCAG FCS. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire doit par conséquent obligatoirement indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R.2191-12 et R.2191-19.

20. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, dans le cas où le titulaire n'a pas effectué les prestations conformes au marché, il sera passible de pénalités à partir de l'heure ou du jour qui suivra l'expiration du délai contractuel suivant les conditions et modalités définies en annexe au présent document. Ces éventuelles pénalités et/ou retenues seront appliquées en déduction d'une facture à échoir.

Toutes les pénalités et/ou retenues sont cumulables. Elles sont déduites du montant de l'acompte mensuel versé au titulaire correspondant au mois où elles sont échues.

En cas de contrôle ou d'expertise obligatoire consécutifs aux réparations, les délais nécessaires à ceux-ci ne seront pas pris en compte pour l'appréciation des pénalités.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

Voir la liste des pénalités en Annexe du présent CCAP.

21. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le GH APHP Centre Université Paris Cité et le titulaire du marché, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

22. RESILIATION

22.1 CAUSES MAJEURES

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G./F.C.S., le présent marché pourra être résilié dans les cas suivants :

- En cas de prestations non conformes et quarante-huit (48) heures à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, restée sans effet.
- Si le titulaire ne remplit pas son obligation de communication des documents contractuels, cette carence pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure.
- En cas d'absence de mise en œuvre de la télésurveillance sur un ou plusieurs sites deux mois après le début du contrat ou deux mois après l'ajout au contrat de nouveaux appareils.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	19 / 20

La résiliation est motivée et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

Le GH APHP Centre Université Paris Cité se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée des matériels, équipements, installations non entretenus ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

22.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ PAR LE GH APHP CENTRE UNIVERSITE PARIS CITÉ SANS FAUTE DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 42, l'indemnité de résiliation est fixée à un (1) pour cent du montant forfaitaire initial du marché diminué du montant non révisé des prestations admises.

22.3 RÉSILIATION DU MARCHÉ À LA DEMANDE DU TITULAIRE

Si le titulaire ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec l'inspecteur technique ou son représentant toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de l'équipement concerné et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le titulaire peut demander la résiliation du marché.

Toute résiliation prendra effet à la fin du délai nécessaire à l'approbation d'un nouveau marché sans que ce délai puisse excéder 180 jours, le règlement s'effectuant aux conditions du marché.

23. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 14.2.2 déroge à l'article 27.2 du CCAG/FCS

L'article 20 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS

L'article 22.1 déroge à l'article 41 du CCAG/FCS

L'article 22.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM037CUP	CUP
AOO CCAP	Maintenance ascenseurs	20 / 20